

L'EUROPE AUX URNES

LES ENSEIGNEMENTS DES ÉLECTIONS ITALIENNES DE 2013

Renaud Dehousse | *Directeur du Centre d'études européennes de Sciences Po et conseiller à Notre Europe - Institut Jacques Delors*

RÉSUMÉ

“ LES ÉLECTIONS ITALIENNES DE 2013 ONT ÉTÉ À DIVERS ÉGARDS ‘EUROPÉANISÉES’ ”

Les élections italiennes de 2013 ont été à divers égards « européennes ». Sur fond de grave crise institutionnelle, les partis politiques ont accordé une importance particulière aux questions européennes, au sens large. Un « parti européen », le Parti populaire européen (PPE), a même tenté de peser de façon directe sur l'issue du scrutin. Ses résultats doivent donc être analysés dans une perspective européenne. Or les discours des partis, comme le choix des électeurs, ont reflété une certaine désaffectation pour l'UE. Sur le plan politique, les Italiens ont clairement rejeté les politiques d'austérité budgétaire que prône l'Union depuis le début de la crise. Et le caractère essentiellement négatif du processus d' « européanisation » auquel on assiste pourrait être à l'avenir source d'instabilité dans la gouvernance de l'UE.

Quelques chiffres clés issus de ce *Policy Paper* :

- Gauche et droite confondues, les partis opposés au pacte budgétaire et à la poursuite de l'austérité ont obtenu 60 % des suffrages exprimés.
- Le soutien au M5S a atteint 35 % chez les 18-24 ans
- Les deux formations qui réclament un référendum sur le maintien de l'Italie dans la zone euro, le M5S et la Ligue du Nord, ont obtenu ensemble 30 % des suffrages.
- Avec 10,5 % des voix, Mario Monti, qui soutenait l'austérité imposée par l'Union européenne, a essuyé une nette défaite.
- Dans de nombreux sondages pré-électorales, les deux tiers des personnes interrogées affirmaient qu'ils regretteraient que l'Italie quitte l'Union.
- L'indice moyen de confiance dans l'UE reste inférieur à la moyenne européenne (31 % contre 33 %) (Eurobaromètre Automne 2012).
- 62 % des Italiens pensent que les intérêts de leur pays ne sont pas suffisamment pris en compte dans l'UE (Eurobaromètre Automne 2012).
- L'Italie est plus pessimiste que la moyenne sur l'avenir de l'UE (47 % contre 45 %) (Eurobaromètre Automne 2012).
- Seule une minorité (29 %, contre 32 % dans l'UE) semble penser que l'Italie gagnerait à quitter l'UE (Eurobaromètre Automne 2012).
- Les Italiens sont toujours 57 % à être favorables à la monnaie unique (contre 31 %), malgré une chute de 10 % depuis le printemps 2007 (Eurobaromètre Automne 2012).

“ LES DISCOURS DES PARTIS, COMME LE CHOIX DES ÉLECTEURS, ONT REFLÉTÉ UNE CERTAINE DÉSAFFECTATION POUR L'UE ”

INTRODUCTION

“ LES ÉLECTIONS ITALIENNES DE 2013 SONT DEVENUES UN MOMENT IMPORTANT DE LA VIE POLITIQUE EUROPÉENNE ”

Les élections italiennes de 2013 sont particulièrement intéressantes du fait de plusieurs nouveautés qu'elles ont vu apparaître. D'abord, elles se sont déroulées dans un contexte de crise économique grave, dans lequel les mesures d'austérité de l'UE ont généré un fort mécontentement, rendant les questions européennes incontournables. Ainsi, les politiques que les candidats entendaient mener vis-à-vis de l'UE ont figuré parmi les thèmes centraux de la campagne. Des « partis politiques au niveau européen » et certains de leurs représentants au sein des institutions européennes y ont par ailleurs joué un rôle significatif à plusieurs reprises. Plusieurs dirigeants étrangers ont même indiqué leur préférence. Des considérations liées à des questions européennes semblent également avoir pesé sur le choix de plusieurs catégories d'électeurs. La nature du scrutin s'en est trouvée modifiée : c'est devenu un moment important de la vie politique *européenne*. Certes, il est encore trop tôt pour en évaluer les conséquences au niveau de l'UE. Toutefois, il est frappant de constater les similitudes entre ce phénomène d'« européenisation » et certains aspects des élections qui ont eu lieu en 2012, notamment en France et en Grèce. Reste à savoir s'il s'agit d'un phénomène ponctuel, lié au contexte de crise dans lequel ces scrutins sont intervenus ou le signe avant-coureur d'un changement profond dans la lutte entre les partis en Europe.

1. Contexte : une ambivalence croissante à l'égard de l'UE

Les élections de 2012 se sont déroulées sur fond de modification radicale de l'attitude des Italiens face à l'intégration européenne. Traditionnellement, les sentiments pro-européens étaient très forts en Italie. Dans les sondages Eurobaromètre sur le soutien à l'intégration européenne, elle figurait régulièrement parmi les pays les plus favorables. C'est aussi le seul État membre où l'idée d'Altiero Spinelli d'accorder au Parlement européen le pouvoir de rédiger une constitution européenne a été soumise à un référendum et approuvée à une écrasante majorité (88 %). Toutefois, comme ailleurs, ces sentiments europhiles forts étaient clairement liés à une profonde défiance que les Italiens ont envers leur système politique. Faute de confiance en leurs élites politiques, ils avaient tendance à voir dans l'intégration européenne une occasion de guérir de nombreux maux de leur pays¹.

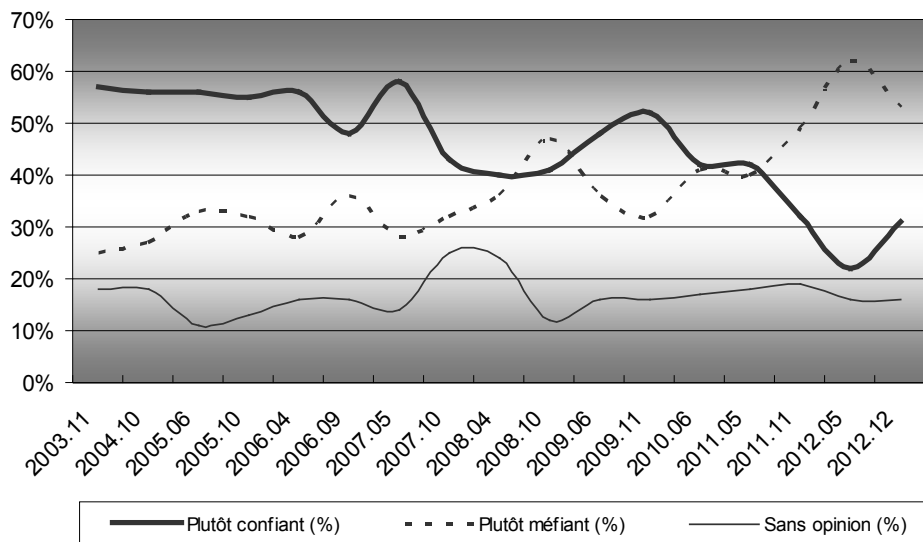
“ LE NIVEAU DE CONFIANCE DANS L'UE A PROGRESSIVEMENT DÉCLINÉ AVANT DE S'EFFONDRE AVEC LA CRISE ÉCONOMIQUE ”

Cette attitude a toutefois profondément changé aux cours des dix dernières années. L'introduction de l'euro, l'élargissement à l'Europe centrale et orientale et les réformes structurelles prônées par les institutions européennes ont entraîné une érosion du « consensus permissif »². Le niveau de confiance dans l'UE a progressivement décliné avant de s'effondrer avec la crise économique (voir graphique 1). Ainsi, alors que jusqu'en 2009 l'opinion publique était globalement positive, elle est clairement hostile depuis lors, même si la tendance est plus erratique en Italie que dans l'ensemble de l'Union. Fin 2012, en dépit d'un rebond, probablement lié au soutien dont jouissait alors le gouvernement Monti, l'indice moyen de confiance restait inférieur à la moyenne européenne (31 % contre 33 %). De plus, si la tendance baissière

1. Sánchez-Cuenca Ignacio, « The Political Basis of Support for European Integration », *European Union Politics*, 1(2), 2000, pp. 147-171 ; Ferrera Maurizio, « Un'Italia salvata dall'Europa, ma ancora libera di danneggiare se stessa », in Sergio Fabbrini (ed.) *L'europeizzazione dell'Italia*, Laterza, Rome, 2003, pp. 243-254.
2. Sauf mention contraire, tous les chiffres indiqués dans cette partie proviennent de l'*Eurobaromètre n°78* de l'automne 2012.

est commune à l'UE, elle est plus marquée en Europe méridionale. En Italie, cette chute a atteint 27 %, soit 3 points de plus que la moyenne de l'Union.

Graphique 1
Confiance dans l'Union européenne en Italie (%)



Source : Eurobaromètre 78

Plusieurs facteurs expliquent l'impopularité croissante de l'Europe. De façon générale, les Italiens sont plutôt pessimistes sur la situation économique globale. Selon un sondage pré-électoral, une majorité substantielle d'entre eux est convaincue des effets néfastes de la mondialisation sur l'emploi (78 %), la protection sociale (57 %) et même les prix à la consommation (67 %). Par ailleurs, l'immigration et l'Islam sont perçus comme des menaces par respectivement 62 % et 56 % des personnes interrogées. Or nombreux étaient ceux qui sont convaincus que dans ces deux domaines, l'UE n'apporte pas une protection adaptée : 52 % redoutent que l'intégration ne se traduise par un recul de leur protection sociale et 51 % y voyaient une menace pour leur identité³. En outre, ils estiment que les institutions européennes ne sont pas assez attentives à leurs besoins : 62 % d'entre eux pensent que les intérêts de leur pays ne sont pas suffisamment pris en compte dans l'UE ; la part de ceux qui estiment que leur voix était entendue à Bruxelles (24 %) est inférieure à la moyenne européenne (31 %). Comme d'autres pays d'Europe du sud, l'Italie est plus pessimiste que la moyenne sur l'avenir de l'UE (47 % contre 45 %).

LE DEGRÉ DE SOUTIEN À L'EURO RESTE ÉLEVÉ ET CELUI D'ADHÉSION AU CONCEPT DE 'FÉDÉRATION D'ÉTATS-NATIONS' EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE DE L'UE"

Néanmoins, seule une minorité (29 %, contre 32 % dans l'UE) semble penser que l'Italie gagnerait à quitter l'UE. De même, si nombreux sont ceux qui jugent que leur situation personnelle s'est dégradée depuis l'introduction de l'euro, ils sont toujours 57 % à être favorables à la monnaie unique (contre 31 %), malgré une chute de 10 % depuis le printemps 2007. Cette proportion était cependant inférieure à la moyenne de la zone euro⁴. L'adhésion au concept de « fédération d'États-nations » de Jacques Delors est également supérieure à la moyenne européenne (42 % contre 30 %). Plusieurs raisons expliquent ce paradoxe apparent. D'abord, les Italiens sont conscients du besoin urgent de réformes dans leur pays ; 80 % s'accordent à dire que la réduction du déficit et de la dette publics ne peut pas être ajournée. Par ailleurs, si le soutien à l'UE s'érode, cette dernière reste plus fiable que l'État italien. Ainsi, c'est avant tout sur elle que compte l'opinion pour lutter contre la crise économique et financière (à 26 %, contre 15 % pour le gouvernement national et 14 % pour le FMI). Enfin, malgré des frictions interétatiques

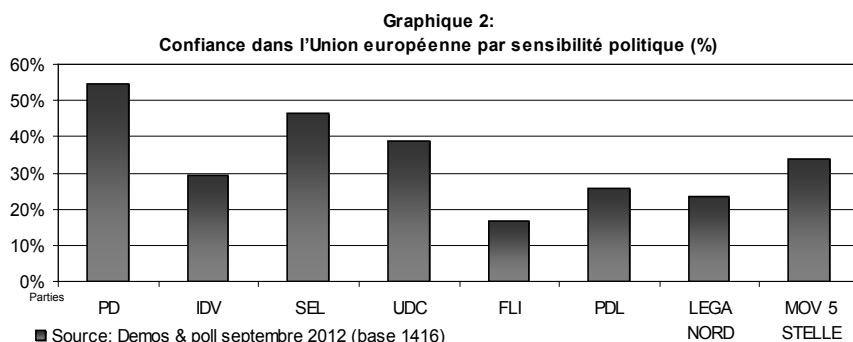
3. Données provenant du sondage IPSOS réalisé par le Centro italiano studi elettorali (LUISS) en février 2013, avec l'aimable autorisation de Roberto d'Alimonte.

4. Debomy Daniel, « L'UE non, l'euro oui ? Les opinions publiques européennes face à la crise (2007-2012) », Notre Europe - Institut Jacques Delors, Policy Paper n° 90, mars 2013.

récurrentes depuis le début de la crise, les Italiens, encore une fois comme les habitants d'autres pays d'Europe méridionale, estiment que cette crise les a rapprochés des citoyens d'autres pays européens (60 %, contre 44 % en moyenne dans l'UE). En d'autres termes, quel que soit son degré de désenchantement, l'Italie voit dans l'UE un acteur incontournable pour apporter les changements dont elle a besoin, un « mal nécessaire »⁵. Les Italiens n'en sont pas moins prudents : interrogés sur les mesures qu'ils jugent nécessaires pour surmonter les difficultés actuelles, 36 % seulement se prononcent pour un renforcement des pouvoirs de l'Union. L'europhisme idéaliste du passé ne fait plus recette.

“ L'ITALIE VOIT DANS L'UE UN 'MAL NÉCESSAIRE' ”

Bien entendu, le degré de soutien à l'UE varie significativement selon les opinions politiques des personnes interrogées. Ainsi, selon un sondage Demos de septembre 2012, trois mois avant le début de la campagne électorale, le niveau de confiance en l'UE était presque deux fois plus élevé parmi les partisans de la coalition de centre-gauche que chez ceux des partis de centre-droit, tandis que ceux du « Mouvement cinq étoiles » (M5S) se situaient à mi-chemin entre ces deux groupes (voir graphique 2). Le niveau de confiance dans l'UE était nettement supérieur à la moyenne parmi les partisans du gouvernement Monti.



Ces disparités peuvent expliquer certains aspects de la campagne qui a suivi la démission de ce gouvernement en décembre 2012, l'une des élections législatives les plus « européennes » dans l'histoire de la construction européenne. Deux éléments étaient particulièrement frappants : l'importance accordée aux questions européennes et le rôle des acteurs extérieurs, qu'ils soient membres d'institutions européennes ou dirigeants d'autres États membres, dans une campagne théoriquement purement nationale. Ces deux points sont abordés ci-dessous.

2. Une campagne « européenne »

“ LE 'DISCOURS EUROPÉEN' DOIT AUSSI PORTER SUR LA MANIÈRE DE GÉRER LES RELATIONS AVEC L'EUROPE DANS DE NOMBREUX DOMAINES ”

Une mise au point s'impose pour bien mesurer l'europhéanisation de la campagne : quelles sont les questions qui peuvent être qualifiées d'« européennes » ? La réponse la plus spontanée à cette question fait généralement référence à des éléments plutôt abstraits : le discours européen se définit par rapport à l'importance qu'une personne attache à l'intégration européenne, à sa conception de l'organisation de l'UE, des tâches qu'elle entend voir cette dernière assumer ou encore des liens qu'elle devrait entretenir avec ses États membres. Cependant, après plus de cinquante ans d'intégration, la nature même du sujet a évolué. Même si l'Europe est encore loin d'intervenir dans

5. Diamanti Ilvo, « L'UE è diventata un male necessario », *La Repubblica*, 24.09.2012.

80 % de la législation nationale, comme beaucoup l'affirment⁶, elle est devenue un acteur clé dans de nombreux domaines. Les responsables politiques nationaux savent d'ailleurs que les décisions prises à Bruxelles peuvent réduire leur marge de manœuvre. Pendant des années, ils ont eu tendance à minimiser cet aspect, qui pouvait amoindrir le prestige de la fonction qu'ils briguaient, ce qui contribuait en bonne partie à une mauvaise compréhension de la politique publique, nationale comme européenne⁷. Cependant, la crise de la zone euro a progressivement rendu cette minimisation plus difficile. Après des années de discussions sur la crise des dettes souveraines et les menaces qu'elle fait peser sur l'avenir de l'euro, les réflexions sur les politiques de stimulation de la croissance ou l'aide aux défavorisés ne peuvent éluder les contraintes qui pèsent sur un pays comme l'Italie. De même, ceux qui souhaitent voir contenir l'immigration ne peuvent pas ignorer que la liberté de déplacement est un élément central du projet européen tel qu'il existe aujourd'hui. Tout candidat désireux de s'atteler à ces problèmes doit donc forcément prendre position par rapport aux politiques européennes, qu'il s'agisse d'expliquer comment il convient de s'adapter aux décisions de l'UE ou quelle politique il défendrait à Bruxelles. Le « discours européen » a donc changé. Il ne s'agit plus seulement d'un ensemble d'opinions générales sur le meilleur moyen d'organiser le continent, mais aussi de considérations plus précises sur la manière de gérer les relations avec l'Europe dans de nombreux domaines.

De ce point de vue, la campagne italienne était incontestablement très européenne. La plupart des partis ont en effet accordé une grande importance à des questions sur lesquelles l'influence de l'UE était manifeste, qu'il s'agisse de l'emploi et la politique économique, thème centraux pour la majorité des formations, ou de l'immigration, souvent abordée par le *Popolo della Libertà* (PdL) et la Ligue du Nord. Sans surprise, d'après les sondages, ces questions figuraient parmi les principales préoccupations des Italiens.

“ MONTI : 'LES POLITIQUES NATIONALES ET EUROPÉENNES SONT SI INTERCONNECTÉES QUE LEUR AGENDA POLITIQUE DOIT ÊTRE ÉTABLI DE PAIR' ”

Dans le programme qu'il a rendu public lorsqu'il a décidé de se lancer dans la course, le Premier ministre Mario Monti déclarait que les politiques nationales et européennes étaient désormais tellement interconnectées que l'agenda politique de ces deux échelons devait être établi de pair : l'aide de l'UE était nécessaire aux réformes en Italie mais elle ne pouvait être accordée que si cette dernière devenait un partenaire fiable. Autrement dit, pour que l'UE accorde plus d'attention à la croissance et fasse preuve d'une plus grande solidarité financière, l'Italie devait respecter ses engagements de restruc-

turation de ses finances publiques. Ce n'est qu'à cette condition qu'elle pourrait espérer se faire entendre au niveau européen⁸.

Venant d'une personne qui a passé dix ans à la Commission et qui avait souligné à de multiples reprises pendant son mandat de Premier ministre la nécessité de rétablir la crédibilité de l'Italie, ce discours n'a rien pour surprendre. Tel n'était pas le cas du *Partito Democratico* de Pier Luigi Bersani, compte tenu de la réserve habituelle des partis de centre-gauche d'Europe envers un processus d'intégration qu'ils jugent trop libéral. Pourtant, ce parti était peut-être le plus ouvertement « européiste » de ces élections. La partie consacrée à l'Europe était l'une des plus longues de son programme ; l'introduction générale soulignait sans ambiguïté dès la seconde phrase « l'engagement fort de l'Italie en faveur d'une Europe fédérale et démocratique » et l'on y exprimait la conviction que les problèmes de l'Italie nécessitaient plus d'intégration, pas moins : sans Europe, rien ne serait possible (« *nulla senza l'Europa* »)⁹. Son allié de gauche de la *Sinistra Ecologia Libertà* (SEL) a également adopté une rhétorique fédéraliste avec des références à la figure mythique d'Altiero Spinelli, tout en critiquant sévèrement les politiques récessionnistes imposées par « une UE dominée par Merkel »¹⁰.

6. Brouard Sylvain, Costa Olivier and König Thomas (eds.), *The Europeanization of Domestic Legislatures. The Empirical Implications of the Delors Myth in Nine Countries*, Springer, New York, 2012.

7. Schmidt Vivien, *Democracy in Europe: The EU and National Politics*, Oxford University Press, Oxford, 2006.

8. Programme de Mario Monti : *Cambiare l'Italia, reformare l'Europa. Un agenda per un impegno comune*.

9. Programme pour l'Europe du *Partito Democratico*.

10. Programme du parti *Sinistra Ecologia Libertà* : « L'impianto recessivo di matrice di stampa merkeliana ».

“ LE PDL ET LA LIGUE DU NORD SE SONT PRONONCÉS EN FAVEUR D'UNE 'EUROPE DES PEUPLES' ”

Toutefois, cette ligne orthodoxe, conforme à la tradition des élites italiennes, a été clairement rejetée par de nombreux partis. Ainsi, le PdL de Silvio Berlusconi a considéré que la politique d'austérité budgétaire de Mario Monti « imposée par une UE dominée par l'Allemagne » était la principale source des difficultés du pays et a appelé à une lutte implacable pour protéger les intérêts italiens au niveau de l'Union. Tout en exigeant une transition rapide vers l'union politique, économique et bancaire, le PdL se déclarait favorable à « une Europe des peuples plutôt qu'une Euro-bureaucratie » et réclamait l'élection du président de la Commission au suffrage direct¹¹. Pendant la campagne, Silvio Berlusconi et ses partisans ont tenu à plusieurs reprises des propos hostiles à la chancelière allemande. Ils ont aussi reproché à Nicolas Sarkozy et Angela Merkel leur attitude suffisante pendant les dernières semaines du mandat du gouvernement Berlusconi en 2011. Leurs alliés de la Ligue du Nord ont directement transposé certaines propositions du PdL dans leur programme. Tout en indiquant que leur parti n'avait jamais été hostile au principe d'intégration européenne, celui-ci se prononçait en faveur d'une « Europe des peuples reposant sur des macro-régions » dont, bien sûr la mythique Padanie¹².

Le programme du M5S de Beppe Grillo¹³ n'accordait, lui, guère d'importance aux questions européennes, mise à part une référence aux directives sur la protection de l'environnement. Cela n'est guère surprenant vu les caractéristiques de ce mouvement, qui met l'accent sur les initiatives participatives centrées sur les problèmes et les politiques locales¹⁴. En revanche, les questions internationales brillaient par leur absence. En raison de la structure « horizontale » du mouvement, il est difficile de définir au sein du M5S les organismes compétents pour exprimer sa position officielle. La seule autorité incontestable semble être le très populaire site Internet de son leader¹⁵. Le meilleur moyen d'apprécier la position européenne du mouvement est donc d'examiner les billets publiés sur ce site.

“ LE M5S VOIT DANS L'INTÉGRATION EUROPÉENNE UNE CONTRAINTE PLUS QU'UNE OPPORTUNITÉ ”

Souvent rédigés en réaction à l'actualité récente dans un style oral, ces derniers ne constituent pas un programme politique à proprement parler mais donnent une certaine idée de la position du mouvement. Or la tendance dominante y est nettement défavorable à l'intégration européenne, présentée comme un idéal noble qui a été détourné par des intérêts organisés : « l'annihilation de la politique européenne et son remplacement par une union bancaire ne correspondent pas aux souhaits des pères fondateurs »¹⁶. L'UE y est, elle, décrite comme une structure éloignée, méconnue et inefficace, dans laquelle les Italiens injectent plus d'argent qu'ils n'en reçoivent. Toute contrainte externe (« *vincolo esterno* »)¹⁷ doit être rejetée en bloc car les interventions européennes sont systématiquement instrumentalisées par les partis politiques, principaux ennemis du mouvement.¹⁸ À plusieurs reprises, Beppe Grillo a affirmé ne pas souhaiter conserver l'euro à tout prix ; il a même proposé l'organisation d'un référendum sur cette question. Assez logiquement, le M5S, qui accorde la priorité aux enjeux locaux, voit dans l'intégration européenne une contrainte plus qu'une opportunité.

Comme on le voit, les questions européennes, au sens large utilisé dans cette étude, occupaient donc une place significative dans les programmes des partis. Toutefois, le processus d'européanisation y était surtout décrit sous un jour *négatif*. Si la plupart des partis insistaient sur leur attitude pro-européenne, c'était souvent pour mieux critiquer les orientations des politiques de l'UE. À en juger par leur programme, seuls deux partis avaient une position clairement pro-européenne : le *Partito Democratico* de Pier Luigi Bersani et la *Scelta Civica* de Mario Monti. L'opposition s'exprimait chez les autres de façon plus ou moins marquée.

11. Programme du parti *Il popolo della libertà*.

12. Programme du parti *Lega Nord*.

13. Programme du *Movimento Cinque Stelle*.

14. Bordignon Fabio and Ceccarini Luigi, « Five Stars and a Cricket. Beppe Grillo Shakes Italian Politics », *South European Society and Politics*, 2013, pp. 1-23.

15. *Il Blog di Beppe Grillo*.

16. *Il Blog di Beppe Grillo*, « C'è del marcio in Bruxelles ».

17. Dyson Kenneth and Featherstone Kevin, « Italy and EMU as a 'Vincolo Esterno': empowering the Technocrats, Transforming the state », *South European Society & Politics*, 1 (2), 1996, pp. 272-299.

18. *Il Blog di Beppe Grillo*, « C'è del marcio in Bruxelles » : « I partiti italiani usano la UE come un alibi, alla bisogna, quando serve, come per la Tav in Val di Susa, che in realtà non vuole più nessuno in Europa, oppure la ignorano completamente, come avviene per il falso in bilancio, la legge anti corruzione ».

Dans ses travaux sur l'opposition à l'Europe, le politiste irlandais Peter Mair¹⁹ en a distingué plusieurs formes. La plus radicale est le rejet de l'idée même d'Europe unie et de l'érosion de la souveraineté qu'elle comporte. C'est notamment la position de l'UKIP au Royaume-Uni ou du Front national en France. Il est intéressant de constater que cette perception radicale semble absente de la scène politique italienne, où même les partis les plus critiques se sont attachés à souligner leur attachement à l'Europe, tout en critiquant la manière dont elle se construit. Une autre forme d'opposition, moins directe, ne remet pas en cause le projet européen et se concentre sur les choix politiques de l'UE. Comme on l'a vu précédemment, cette forme de critique était très présente dans la campagne italienne, à travers notamment le désaccord que la majorité des partis ont exprimé vis-à-vis des politiques d'austérité. Mario Monti, qui ne peut pas être soupçonné d'hostilité envers l'UE, a lui-même jugé nécessaire de mettre en garde contre les risques d'une « *creditocrazia* », un système dans lequel les décisions seraient prises par les pays aux finances publiques les plus solides, sans égard pour la situation de leurs partenaires²⁰.

Enfin, les dernières élections ont vu l'apparition d'un nouveau type d'opposition à l'Europe, la critique ouverte de dirigeants d'autres pays européens. Angela Merkel, désignée principale coupable des politiques d'austérité, a ainsi été la cible d'attaques répétées de la droite (Silvio Berlusconi), comme de la gauche (SEL). Si cette forme d'opposition a été moins fréquente que les autres, elle n'en témoigne pas moins du franchissement d'une ligne rouge dans la vie politique de l'UE. En effet, la construction même de l'Europe, avec son système complexe d'institutions et l'accent mis sur une gouvernance par des règles, est avant tout une tentative destinée à éviter les tensions politiques entre les États-nations européens. Aussi les responsables politiques s'efforcent-ils en principe d'éviter les oppositions frontales. La résurgence des confrontations directes pourrait donc indiquer qu'un changement systémique est en cours au sein du système politique européen.

“ EN TEMPS DE CRISE,
LA REMISE EN CAUSE DES
INSTITUTIONS EUROPÉENNES
FAIT DAVANTAGE RECETTE
QUE LE SOUTIEN À LEURS
POLITIQUES ”

Cette vague d'opposition est sans doute liée au contexte économique et politique dans lequel la campagne y est intervenue. En effet, le parallélisme entre les discours européens des différents partis et les opinions de leurs partisans était saisissant. Les sondages pré-électorales indiquaient clairement que les électeurs potentiels de la coalition de centre-droit et du M5S s'inquiétaient des changements que connaissait l'Italie. À titre d'exemple, si 53 % des personnes sondées s'accordaient à dire que les immigrés étaient trop nombreux, cette idée était approuvée par 62 % des partisans du M5S et 73 % de ceux de Silvio Berlusconi. De même, si 47 % des sondés avaient une opinion plutôt ou très négative de l'Islam, cette part passait à 50 % parmi les sympathisants du M5S et 59 % chez ceux de Silvio Berlusconi. Ces deux groupes partageaient la même opinion négative de l'UE : 49 % des partisans du centre-droit et 50 % de ceux du mouvement de Beppe Grillo estimaient que leur pays n'avait pas profité de son appartenance à l'UE - un jugement qui n'était partagé que par 16 % des sympathisants du centre-gauche. L'idée selon laquelle l'intégration européenne risquait d'entraîner un déclin de la protection sociale était également plus présente chez les personnes favorables à Silvio Berlusconi et Beppe Grillo. Sans surprise, cette inquiétude se traduisait par un soutien plutôt faible à l'intégration européenne : si 15 % des sondés déclaraient qu'ils seraient soulagés si l'Italie quittait l'UE, cette part passait à 28 % parmi les sympathisants du M5S et 32 % chez ceux du centre-droit. Ces deux groupes étaient aussi favorables à la préservation des prérogatives nationales plutôt qu'au renforcement de celles de l'Union, à respectivement 64 % et 69 %, contre 52 % en moyenne.

En somme, les chefs de parti ont clairement adopté un langage susceptible de séduire leurs électeurs potentiels. En temps de crise, la remise en cause des institutions européennes fait davantage recette que le soutien à leurs politiques. La tonalité euro-critique de la campagne n'a donc rien de surprenant.

19. Mair Peter, « Political Opposition and the European Union », *Government and Opposition*, 42 (1), 2007, pp. 1-17

20. Goulard Sylvie et Monti Mario, *De la démocratie en Europe. Voir plus loin*, Flammarion, Paris, 2012.

3. Un processus d'européanisation par le haut ?

Les remarques qui précèdent portaient sur la manière dont les responsables politiques nationaux se sont emparés des questions européennes et les ont exploitées. Cependant, ce phénomène d'« européanisation par le bas » s'est accompagné d'un processus en sens inverse : divers acteurs européens ont joué un rôle sans précédent dans une campagne dont l'enjeu premier était en principe national.

“ DIVERS ACTEURS EUROPÉENS ONT JOUÉ UN RÔLE SANS PRÉCÉDENT DANS UNE CAMPAGNE DONT L'ENJEU PREMIER ÉTAIT EN PRINCIPE NATIONAL ”

L'une des manifestations les plus évidentes de ce phénomène a été l'appui apporté en décembre 2012 par plusieurs dirigeants européens – et non les moindres – à la candidature de Mario Monti. En effet, dans les jours qui ont suivi l'annonce par le PdL du retrait de son soutien au gouvernement Monti et d'une éventuelle candidature de Silvio Berlusconi au poste de Premier ministre, les réactions de soutien au Premier ministre se sont multipliées au niveau européen. Lors de la cérémonie de remise du prix Nobel de la Paix à l'Union européenne, le chœur de louanges a été unanime. Le président de la Commission, José Manuel Barroso, et celui du Conseil européen, Herman Van Rompuy, ont souligné l'importance de son action à la tête de l'Italie dans une période critique. Le Président français, François Hollande, qui dans les mois précédents avait lutté à ses côtés pour une action européenne en faveur de la relance, a exprimé son souhait de voir Mario Monti conserver un rôle actif dans la politique italienne. Un autre dirigeant socialiste, le président du Parlement européen Martin Schultz, cible d'une célèbre pique de Silvio Berlusconi au Parlement européen il y a quelques années, a qualifié un éventuel retour de ce dernier de « menace pour l'Italie et l'Europe »²¹. Les clivages partisans se sont précisés au cours des jours suivants. Mario Monti a ainsi été invité au sommet du Parti populaire européen (PPE), dont il n'était même pas membre. Il y a reçu des déclarations fortes de soutien et des encouragements à se porter candidat pour éviter que les troubles politiques italiens n'attisent à nouveau la crise de l'euro. Fait notable, certains de ses partisans les plus énergiques, comme le Finlandais Jyrki Katainen ou l'Allemand Elmar Brok, membre éminent du Parlement européen, provenaient de pays triple A, à l'origine de la ligne d'austérité budgétaire adoptée par l'UE. Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a été l'un des plus explicites : « il est évident que le PPE soutient Mario Monti et pas Silvio Berlusconi » – une position que l'on disait partagée par Angela Merkel²². Pour apaiser la tension, Silvio Berlusconi, également présent, a prétendu qu'il avait lui-même demandé à la direction du PPE d'inviter Mario Monti (ce qu'a aussitôt nié son président, Wilfried Martens) et qu'il renoncerait à sa candidature si Mario Monti acceptait de se présenter à la tête d'une coalition de centre-droit – proposition à laquelle l'intéressé n'a pas donné suite.

Au cours de la campagne, les passes d'armes entre Silvio Berlusconi et l'establishment européen se sont multipliées. Lors d'une conférence de presse en janvier 2013, le président du groupe PPE au Parlement européen, le français Joseph Daul, a répété que Mario Monti était le candidat de son parti, suscitant l'indignation des députés européens du PdL. Deux semaines plus tard, dans une allocution au Parlement européen, le commissaire aux affaires économiques, Olli Rehn a critiqué la décision du gouvernement Berlusconi de ne pas respecter les engagements de consolidation budgétaire pris à l'été 2011, tout en saluant la fiabilité de son successeur, perçu comme un acteur essentiel dans une période où la crédibilité de l'Europe était soumise à rude épreuve²³. Les saillies anti-européennes de Silvio Berlusconi et ses attaques contre Angela Merkel passent pour avoir provoqué l'ire du PPE, qui aurait voulu évincer le PdL pour ouvrir la voie à une branche italienne du PPE placée sous la direction de Mario Monti. Si Angela Merkel est restée ostensiblement silencieuse sur la situation italienne, vers la fin de la campagne, des sources proches de la chancellerie ont clairement exprimé leur espoir de ne pas voir Silvio Berlusconi revenir au pouvoir et que le prochain gouvernement italien poursuivrait les réformes lancées par Mario Monti²⁴. À chaque reprise, Silvio Berlusconi et son équipe ont vivement protesté contre ce qu'ils qualifiaient d'interférences déplacées dans la politique italienne ; ces protestations ont renforcé la tona-

21. Giulia Belardelli, « Crisi governo: i leader europei si schierano con Mario Monti », *Huffington Post*, 10.12.2012.

22. « Italy: Monti hailed at EPP summit, Merkel 'asks' him to run », *ANSAmed*, 13.12.2012.

23. « Rehn: Berlusconi's Italy a prime example of unreliability », *Eunew.it*, 29.01.2013.

24. « Possible Berlusconi comeback is nightmare for Merkel », *Reuters*, 19.02.2013.

lité anti-européenne de leur campagne. À en juger par le regain de faveur qu'a connu le centre-droit à la fin de la campagne, il est fort possible que l'intervention du PPE ait fini par être contre-productive.

À gauche, la situation était plus simple : les partis de centre-gauche européens ont explicitement apporté leur appui à Pier Luigi Bersani. En mars 2012 dans une réunion de soutien à François Hollande, celui-ci avait décrit l'élection présidentielle française comme la première étape d'une campagne pan-européenne destinée à changer l'orientation politique de l'Union, alors dominée par des gouvernements conservateurs sur le plan budgétaire, qui ne prêtaient pas assez attention aux conséquences sociales de leurs décisions. Le *Partito democratico* a ensuite organisé avec plusieurs formations européennes de gauche un rassemblement à Turin, présenté comme la seconde étape de cette initiative, la troisième devant avoir lieu à la veille des élections législatives allemandes²⁵. Au cours de ce meeting, Pier Luigi Bersani a souligné la responsabilité de Silvio Berlusconi dans la détérioration de la crédibilité extérieure de l'Italie, rappelant devant une audience internationale son propre engagement européen. À l'évidence, toutefois, le processus d'eupéanisation ici résultait d'une dynamique ascendante, lancée par un parti national avec l'espoir qu'il en tirerait profit.

4. Analyse du résultat dans une perspective européenne

Le verdict des urnes a été clair. Le soutien à la gauche et à la droite s'est effondré, au profit du M5S de Beppe Grillo, qui a réalisé le meilleur score, devenant du même coup la première force politique d'Italie (le mouvement refuse catégoriquement d'être qualifié de « parti » car il se définit comme « anti-politique »)²⁶. En l'absence de majorité concomitante dans les deux chambres du Parlement, la formation d'un gouvernement a été extrêmement difficile. Les implications de ce scrutin au niveau européen ont toutefois été peu étudiées jusqu'à présent. Quels sont les principaux messages exprimés par électeurs à propos des politiques européennes ? Quelles conséquences l'eupéanisation des élections pourrait-elle avoir à long terme sur le système politique européen ? Ce sont là des questions complexes, auxquelles on ne pourra apporter ici une ébauche de réponse.

“ LES ÉLECTIONS ONT CONSTITUÉ UN RÉFÉRENDUM SUR LA DISCIPLINE BUDGÉTAIRE ET LES RÉFORMES STRUCTURELLES ”

À l'évidence, les questions directement liées aux politiques de l'UE, comme l'emploi et des politiques économiques, ont joué un rôle clé dans cette campagne. Dans une large mesure, les élections ont constitué un référendum sur la discipline budgétaire et les réformes structurelles demandées par l'Europe. La réponse des électeurs italiens est dépourvue de toute ambiguïté : gauche et droite confondues, les partis opposés au pacte budgétaire et à la poursuite de l'austérité ont obtenu 60 % des suffrages exprimés. La jeunesse, première victime d'une stratégie qui semble davantage viser la protection des intérêts des épargnants que la croissance, a massivement opté pour un vote protestataire : le soutien au M5S a atteint 35 % chez les 18-24 ans²⁷. Par ailleurs, les deux formations qui réclament un référendum sur le maintien de l'Italie dans la zone euro, le M5S et la Ligue du Nord, ont obtenu ensemble 30 % des suffrages. Ce sont là des signes clairs d'une impatience grandissante à l'égard de l'austérité imposée par l'Union européenne. Mario Monti, champion de cette ligne, a essuyé une défaite nette. Avec 10,5 % des voix, le score de sa coalition a été inférieur aux attentes et ne lui a pas permis de jouer un rôle de « faiseur de roi » au Sénat comme il le souhaitait. À l'inverse, ce résultat ne traduit pas non plus un rejet total de l'intégration européenne : dans de nombreux sondages pré-électorales, les deux tiers des personnes interrogées affirmaient qu'ils regretteraient que l'Italie quitte l'Union²⁸.

25. FEPS, *Renaissance for Europe. A Common Progressive Vision*, Turin, 8-9.02.2013.

26. Natale P. and Biorcio R., *Politica a 5 Stelle. Idee, storia e strategie del movimento di Grillo*, Feltrinelli, Milan, 2013.

27. IPSOS, *Voto 2013. Analisi IPSOS*, Ipsos Public Affairs, 2013 ; Albertini Marco, Impicciatore Roberto & Tuorto Dario, « Un Grillo nella testa dei giovani », *La Voce*, 5.03.2013.

28. Voir par exemple le sondage IPSOS cité précédemment en note de bas de page 3.

“ UN AUTRE
ENSEIGNEMENT À
TIRER EST LE SUCCÈS
LIMITÉ DES MODÈLES
DE GOUVERNANCE
TECHNOCRATIQUE ”

Un autre enseignement à tirer de ce scrutin est le succès limité des modèles de gouvernance technocratique imposés par l'extérieur. En Grèce comme en Italie, l'énorme pression des marchés financiers et la faiblesse de la classe politique, à la fois peu légitime et gravement divisée, ont abouti à la mise en place de gouvernements dirigés par des experts au pedigree européen incontestable, Lucas Papademos, ancien vice-président de la BCE, et Mario Monti, ancien membre de la Commission européenne. Bien que leurs gouvernements respectifs aient conservé les liens avec les partis qui soutenaient leurs gouvernements, leur arrivée au pouvoir a été perçue comme une façon de garantir à leurs partenaires européens et aux marchés financiers l'assainissement des finances publiques et le respect des engagements pris par les gouvernements précédents. Mario Monti est parvenu à améliorer le crédit de l'Italie, ce qui explique en bonne partie les soutiens européens qu'il a reçus pendant sa campagne. Néanmoins, dans les deux pays, les liens avec les partis politiques ont empêché des réformes en profondeur, et la parenthèse du « gouvernement technique » a finalement abouti à un vote protestataire fort. Si l'on entend assurer la pérennité de la politique d'austérité budgétaire, il serait donc sage de réfléchir à d'autres façons d'en assurer la légitimité sociale.

“ DANS UN SYSTÈME
FÉDÉRAL, DEVANT CETTE
SÉRIE D'AVERTISSEMENTS,
LE GOUVERNEMENT
CENTRAL REPENSERAIT
SA POLITIQUE ”

Le résultat des élections italiennes doit être analysé dans une perspective plus large, tout comme les scrutins régionaux peuvent donner une indication précieuse sur la popularité des politiques nationales dans un système fédéral tel que celui de l'Allemagne. De ce point de vue, il n'est pas anodin que l'Italie soit le troisième pays d'affilée où l'austérité budgétaire de l'UE a été profondément contestée dans les urnes. Lors des élections de 2012 en Grèce, deux scrutins ont été nécessaires pour que se détache une majorité au Pq. ²⁹ Dans ces trois pays, les formations populistes ont largement bénéficié du rejet de l'Europe. Dans un système fédéral, devant cette série d'avertissements, le gouvernement central repenserait sa politique pour éviter une défaite cinglante aux élections suivantes. Mais l'Union européenne n'est pas un système fédéral et le Conseil européen, qui fixe les priorités, est composé de dirigeants qui n'ont de compte à rendre qu'aux électeurs de leur pays respectif...

29. Dehousse Renaud et Tacea, Angela, « The French Presidential Elections: A Europeanized Contest? », *Cahiers européens de Sciences Po*, 2012/2.

CONCLUSION

“ LES ÉLECTIONS ITALIENNES DE 2013 ONT ATTEINT UN DEGRÉ INÉDIT D'EUROPÉANISATION ”

L'époque où l'Europe pouvait être qualifiée d'« invisible mais omniprésente » dans les élections nationales est révolue.³⁰ En temps de crise, l'importance des questions européennes ne peut plus être ignorée. Les élections italiennes de 2013, qui se sont tenues sur fond de crise économique grave, ont atteint un degré inédit d'europanisation, caractérisée par des logiques ascendantes et descendantes. Les partis politiques ont accordé plus d'importance aux enjeux européens que par le passé. On a même vu un parti européen, le PPE, tenter de peser sur le scrutin. Il s'agit là d'une première, qui reproduit dans la sphère politique un processus d'europanisation par le sommet déjà observé dans certaines ONG³¹. De toute évidence, ce processus est étroitement lié à la forte interdépendance qui existe entre les membres de la zone euro : leur stabilité politique, indispensable à leur crédibilité financière, peut constituer un facteur de risque systémique, que leurs partenaires ne peuvent se permettre d'ignorer. Si les efforts du PPE n'ont pas été couronnés de succès, la nouveauté de la tentative mérite d'être soulignée, et il est trop tôt pour affirmer qu'elle ne sera suivie d'aucun effet.

Un autre aspect important à relever est le caractère négatif de ce processus d'europanisation. Dans le contexte morose des élections italiennes, la plupart des partis ont mâtiné leur discours d'opposition plus ou moins marquée à l'Europe pour répondre aux préoccupations de leurs électeurs respectifs. La campagne s'est ainsi transformée en référendum sur l'austérité budgétaire promue par les institutions européennes. Les électeurs se sont détournés du plus fervent partisan de cette politique, Mario Monti.

Il est encore difficile d'évaluer les conséquences de ce résultat au niveau européen. En matière de politique économique, la période consécutive à l'élection de François Hollande en 2012 a été marquée par une inflexion modérée de la stratégie européenne, avec l'adoption d'un plan de croissance pour atténuer les effets de la crise. Certains y ont vu un remplacement de l'« axe Merkozy » par une « alliance latine ».³² C'est sans doute aller trop vite en besogne car pour qu'une telle orientation se concrétise, les partisans d'une stratégie de croissance devraient obtenir une victoire nette. Or, depuis 2012 et l'adoption du pacte fiscal, paroxysme de la politique d'austérité budgétaire imposée par les « pays créditeurs », les élections se sont soldées par des résultats ambigus, qui ont empêché l'émergence d'une alternative claire au niveau européen. Les électeurs italiens ont d'ailleurs douché les espoirs de voir se développer une vague « sociale-démocrate » dans le sillage des élections françaises. Le gouvernement Letta réunit des représentants de partis pro-européens et eurosceptiques ; il aura des difficultés à s'entendre sur la façon de parvenir à un assainissement des finances publiques, que les trois quarts des Italiens estiment pourtant indispensable.

30. Belot Céline et Cautrès Bruno, « L'Europe, invisible mais omniprésente », in Bruno Cautrès et Nonna Mayer (eds.), *Le nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, pp. 119-141.

31. Della Porta Donatella and Caiani Manuela, « The Europeanization of Public Discourse in Italy: A Top-Down Process? », *European Union Politics*, 7: 77, 2006 ; Sanchez-Salgado Rosa, *Comment l'Europe construit la société civile*, Dalloz, Paris, 2007.

32. Massimo Franco, « Una nuova guerra di religione », *Corriere della Sera*, 5.09.2012.

“ LA DÉMOCRATIE
GAGNERAIT À CE QUE LES
QUESTIONS EUROPÉENNES
SOIENT EXPLICITEMENT
ABORDÉES DANS LES
ÉLECTIONS NATIONALES ”

Il reste en outre à déterminer si le phénomène d'« européanisation » des élections nationales auquel on assiste tient avant tout au contexte de crise dans lequel elles se déroulent ou s'il témoigne d'un changement structurel profond et durable. Dans ce dernier cas, il serait bon d'évaluer ses effets sur le fonctionnement politique de l'UE. À première vue, la démocratie gagnerait à ce que les questions européennes soient explicitement abordées dans les élections nationales car leurs enjeux seraient ainsi plus clairs. Toutefois, tant que ce processus sera dominé par des dirigeants dont les références politiques et intellectuelles restent essentiellement nationales, il continuera vraisemblablement à alimenter le discours anti-européen, car c'est là un levier électoral puissant. La situation italienne est un avertissement : pour la première fois depuis des années, les Italiens ont fait d'une responsable étrangère, Angela Merkel, la principale coupable de leurs maux.

“ L'INTENSIFICATION DE
CES FORCES CENTRIFUGES
POURRAIT RENDRE
LA GOUVERNANCE DE
L'EUROPE ENCORE
PLUS DIFFICILE ”

Si ce genre de tension devait perdurer, elle pourrait conduire à une grave polarisation au niveau européen. D'un côté, les votes protestataires contre l'Allemagne pourraient se multiplier dans les pays du Sud, où la désillusion est très forte ; de l'autre, les sentiments « anti Club-Med » pourraient croître dans les pays affichant un triple A, comme l'Allemagne, la Finlande et les Pays-Bas. Les commentaires contre la Grèce ont fleuri dans la presse allemande lorsqu'a éclaté la crise souveraine en 2010, et un mouvement anti-euro a récemment vu le jour à Berlin³³. L'intensification de ces forces centrifuges pourrait rendre la gouvernance de l'Europe encore plus difficile qu'aujourd'hui. Au mieux, le consensus, fondement du système européen, sera plus difficile à trouver ; au pire, la stabilité politique de l'ensemble du projet pourrait être menacée. Le seul moyen de contrebalancer cette tendance serait d'encourager le développement d'un processus d'européanisation *positive* dans lequel les forces politiques de tous les pays membres définiraient le programme européen qu'elles entendent appliquer si elles sont élues. Pour les raisons structurelles évoquées précédemment, ce scénario est peu probable dans une élection où l'objectif premier des candidats est de prendre le pouvoir au niveau national. Le théâtre le plus logique pour ce type de campagne serait les élections européennes, ce qui nécessiterait une plus grande implication des partis européens. Certains d'entre eux y semblent disposés³⁴. L'avenir nous dira s'ils seront capables d'avancer dans ce sens.

33. « New anti-euro party forms in Germany », *EUObserver.com*, 12.03.2013.

34. Priestley Julian, « Les partis politiques européens : le chaînon manquant », *Notre Europe, Policy Paper n° 40*, octobre 2010.

BIBLIOGRAPHIE

- Albertini Marco, Impicciatore Roberto & Tuorto Dario, « Un Grillo nella testa dei giovani », *La Voce*, 5.03.2013.
- Belot Céline et Cautrès Bruno, « L'Europe, invisible mais omniprésente », in Bruno Cautrès et Nonna Mayer (eds.), *Le nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, pp. 119-141.
- Bordignon Fabio and Ceccarini Luigi, « Five Stars and a Cricket. Beppe Grillo Shakes Italian Politics », *South European Society and Politics*, 2013, pp. 1-23.
- Brouard Sylvain, Costa Olivier and König Thomas (eds.), *The Europeanization of Domestic Legislatures. The Empirical Implications of the Delors Myth in Nine Countries*, Springer, New York, 2012.
- Debomy Daniel, « L'UE non, l'euro oui ? Les opinions publiques européennes face à la crise (2007-2012) », *Notre Europe – Institut Jacques Delors, Policy Paper n° 90*, mars 2013.
- Dehousse Renaud et Tacea, Angela, « The French Presidential Elections: A Europeanized Contest? », *Cahiers européens de Sciences Po*, 2012/2.
- Della Porta Donatella and Caiani Manuela, « The Europeanization of Public Discourse in Italy: A Top-Down Process? », *European Union Politics*, 7: 77, 2006.
- Diamanti Ilvo, « L'UE è diventata un male necessario » [Europe has become a necessary evil], *La Repubblica*, 24.09.2012.
- Dyson Kenneth and Featherstone Kevin, « Italy and EMU as a 'Vincolo Esterno': empowering the Technocrats, Transforming the state », *South European Society & Politics*, 1 (2), 1996, pp. 272-299.
- Ferrera Maurizio, « Un'Italia salvata dall'Europa, ma ancora libera di danneggiare se stessa », in Sergio Fabbrini (ed.) *L'européizzazione dell'Italia*, Laterza, Rome, 2003, pp. 243-254.
- Goulard Sylvie et Monti Mario, *De la démocratie en Europe. Voir plus loin*, Flammarion, Paris, 2012.
- IPSOS, *Voto 2013. Analisi IPSOS*, Ipsos Public Affairs, 2013.
- Mair Peter, « The Limited Impact of Europe on National Party Systems », in Klaus H. Goetz and Simon Hix (eds.), *Europeanised Politics? European Integration and National Political Systems*, Frank Cass, Portland (OR), 2000, pp. 27-51.
- Mair Peter, « Political Opposition and the European Union », *Government and Opposition*, 42 (1), 2007, pp. 1-17.
- Natale P. and Biorcio R., *Politica a 5 Stelle. Idee, storia e strategie del movimento di Grillo*, Feltrinelli, Milan, 2013.
- Priestley Julian, « Les partis politiques européens : le chaînon manquant », *Notre Europe, Policy Paper n° 40*, octobre 2010.
- Sánchez-Cuenca Ignacio, « The Political Basis of Support for European Integration », *European Union Politics*, 1(2), 2000, pp. 147-171.
- Sanchez-Salgado Rosa, *Comment l'Europe construit la société civile*, Dalloz, Paris, 2007.
- Schmidt Vivien, *Democracy in Europe: The EU and National Politics*, Oxford University Press, Oxford, 2006.
- Sozzi Fabio, *National Parties, Political Processes and the EU democratic deficit: The Problem of Europarties Institutionalization*, EUI Working Paper RSCAS 2013/04.

Sur les mêmes thèmes...

L'UE NON, L'EURO OUI ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE À LA CRISE (2007-2012)

Daniel Debomy, *Policy Paper n° 90, Notre Europe - Jacques Delors Institute*, mars 2013

LE SYSTÈME PARTISAN EUROPÉEN, PRÊT POUR « 2014 » ?

Valentin Kreiling, *Synthèse, Notre Europe - Institute Jacques Delors*, mars 2013

L'UNION EUROPÉENNE FACE AUX POPULISMES

Yves Surel, *Bref n° 27, Notre Europe*, juin 2011

LES PARTIS POLITIQUES EUROPÉENS : LE CHAÎNON MANQUANT

Julian Priestly, *Policy Paper n° 40, Notre Europe*, octobre 2010

LES INTERVENTIONS DE L'UE AU NIVEAU NATIONAL : QUEL IMPACT ?

Yves Bertoncini, *Étude & Recherche n° 73, Notre Europe*, septembre 2009

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Traduction à partir de l'anglais : Sylvain Morestin • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*